

Contre-culture et environnementalisme au Québec : Une écosociété à bâtir

Mariève Isabel
McGill University, Canada
marieve.isabel@mail.mcgill.ca



Résumé

En lisant les commentaires de la critique littéraire contemporaine à propos des discours contre-culturels des années 1970, il ressort parfois que l'héritage laissé par ce mouvement au Québec reste flou et ne fait pas l'unanimité. Qu'en est-il du vaste mouvement environnemental que l'on observe depuis environ deux décennies? Ne fait-il pas partie, lui aussi, de l'héritage contre-culturel? Dans cet article, je montrerai que l'on peut mieux comprendre l'héritage laissé par la contre-culture en recherchant du côté du discours environnementaliste au Québec. Pour comprendre comment les discours de la contre-culture ont contribué à façonner les discours environnementaux d'aujourd'hui, je propose de centrer mon analyse sur l'idée d'une société utopique à créer, pour montrer que l'héritage contre-culturel se retrouve en grande partie dans le discours environnemental québécois et plus précisément dans l'idée d'une « écosociété », à partir des premiers numéros de *Mainmise* et d'essais de l'époque.

Mots clés : Écosociété, contre-culture, littérature québécoise, environnement, *Mainmise*.

Abstract

Different studies about the countercultural movement in Quebec in the 1970s have not yet reached a consensus about the legacy left by this movement on contemporary culture. However, they do not examine in any depth the environmental thought and politics that have emerged in Quebec over the last twenty years. In this article, I will show that the countercultural movement's legacy is to be found in large part in today's environmental discourse in Quebec. To illustrate this, I will analyse the notion of ecosociety and the utopian society as proposed and articulated by the authors of the Quebecois countercultural magazine *Mainmise* and other key environmental thinkers of this period.

Keywords: Ecosociety, counterculture, Quebec literature, environment, *Mainmise*.

Resumen

Los diferentes estudios sobre el movimiento contracultural en Quebec en los años 70 no han logrado aún ponerse de acuerdo sobre la herencia que dejó ese movimiento en la cultura contemporánea. Sin embargo, tampoco examinan en detalle el pensamiento y la política medioambiental que han surgido en Quebec en los últimos veinte años. En este artículo mostraré que el legado del movimiento contracultural se encuentra en gran medida en el discurso medioambiental del Quebec actual. Para ilustrar esto analizaré la noción de ecosociedad y la sociedad utópica tal y como la proponen y articulan los autores de la revista quebequesa *Mainmise* y otros pensadores medioambientalistas clave de este periodo.

Palabras clave: Ecosociedad, contracultura, literatura de Quebec, medio ambiente, *Mainmise*.

Les experts de la contre-culture au Québec ne s'entendent pas tous sur la nature de l'héritage laissé par cette période d'ébullition. On a parfois suggéré qu'il aurait été assez mince. Ainsi, en 2013, la revue *Liberté* dédiait un numéro à cette question, avec comme titre : « Que reste-t-il de la contre-culture dans le Québec Inc.? ». Dans ces pages, Jean-Philippe Warren, professeur de sociologie à l'Université Concordia et expert de la contre-culture québécoise, questionne Karim Larose, directeur du Centre d'archives Gaston-Miron sur la culture et la littérature québécoises. En conclusion, Warren demande à Larose :

D'un certain point de vue, nous sommes à peu près tous des enfants de la contre-culture : les jeans, les unions libres, le rock, les drogues récréatives et la culture populaire sont entrés dans les mœurs et n'ont plus rien de sulfureux ou de marginal. D'un point de vue politique, pourtant, l'héritage contre-culturel semble bien mince : les coopératives, les communes, le *do it yourself* ou l'opposition à la société de consommation n'ont pas tellement le vent dans les voiles. Comment expliquer cette dichotomie? (18)

Et Larose de répondre :

Pour mesurer ce fossé, il faudrait pouvoir évaluer quelle était, par exemple, la présence sociale du phénomène des communes ou de l'autogestion dans les années soixante-dix. Était-elle si importante? Je n'en suis pas sûr. De façon prévisible, la contre-culture a toujours occupé la marge [...]. Peut-on réellement affirmer que cette part était plus grande à l'époque que celle que tiennent aujourd'hui les groupes altermondialistes, les divers mouvements *Occupy* ainsi que leurs héritiers et alliés? Le refus de la marchandisation est-il aujourd'hui moins répandu que dans les années soixante-dix? Cela reste à démontrer [...]. (18)

On pourrait conclure à la lecture de cet échange que la contre-culture aurait certes engendré quelques reliques intégrées à la culture—les jeans, le « pot », la musique de Robert Charlebois—mais n'aurait pas modifié en profondeur la culture québécoise. Elle aurait plutôt légué son esprit de révolte et de rejet à d'autres mouvements contemporains mais qui restent tout aussi éphémères et marginaux.

Ailleurs, en revanche, on lui reconnaît une plus grande pérennité et une pertinence toujours aussi d'actualité. Par exemple, Jonathan Lamy, dans le même numéro de *Liberté*, écrit : « Sous un fort parfum *peace and love*, ce plaidoyer pour la folie [...] témoigne de valeurs (souverainistes, féministes, écologistes) que partage aujourd'hui un nombre certainement plus grand de Québécois qu'à cette époque. » (10) Plus encore, Warren et Andrée Fortin affirment, dans leur récent ouvrage *Pratiques et discours de la contre-culture au Québec*, que l'héritage contre-culturel serait aussi important, voire même encore plus, que celui légué par la Révolution tranquille. Dans leur introduction, ils expliquent que

[...] la société actuelle a énormément hérité de la contreculture,¹ sans toujours le réaliser : épanouissement personnel, écologie, agriculture biologique, rock, rapports non hiérarchiques, mise en réseau, amour libre, yoga, marijuana, spiritualité orientale, performances théâtrales, tout un éventail d'expériences nouvelles a secoué les mœurs

¹ Warren et Fortin adoptent l'orthographe « contreculture » dans leur ouvrage. J'ai pour ma part conservé l'orthographe utilisée depuis les années 1970 et adoptée par l'Office québécois de la langue française, soit « contre-culture ». Dans toutes les citations, j'ai respecté l'orthographe du texte d'origine.

et la conscience de la génération d'après-guerre en l'espace de quelques années, à tel point qu'il est possible d'affirmer que la période qui s'étend de l'Expo 67 au premier mandat du gouvernement du Parti québécois, élu en 1976, a eu un impact au moins aussi grand sur le monde qui est désormais le nôtre que la très célébrée Révolution tranquille. [...] La contreculture d'il y a près d'un demi-siècle est devenue en partie la culture aujourd'hui.

Dans ces témoignages d'experts, quelques points m'intéressent tout particulièrement. Lors de leur échange en 2013, Warren et Larose ne parlent pas d'écologie comme faisant partie de l'héritage de la contreculture, alors qu'en 2016, Warren et Fortin l'incluent dans une longue liste d'autres traces plus ou moins profondes, sans toutefois y prêter une attention soutenue. Or, je voudrais m'y attarder plus longtemps pour mieux comprendre le rapport entre l'émergence de la pensée écologique et les mouvements contre-culturels des années 1970 au Québec.

Faisons rapidement le tour des publications sur ce sujet. Dans leur ouvrage daté de 2016, Warren et Fortin abordent la question dans une courte sous-section de six pages, intitulée « Une sensibilité écologique ». Un autre ouvrage collectif récent sous la direction de Karim Larose et Frédéric Rondeau, intitulé *La contre-culture au Québec*, ne contient pas, pour sa part, de chapitre spécifiquement dédié à la question environnementale ou écologique.² Pourtant, les discours écologiques ont été profondément transformés et façonnés par la contre-culture, un sujet que les chercheurs anglophones ont, pour leur part, largement étudié.

Ainsi, on retrouve, tant du côté étatsunien que canadien, des ouvrages où l'association entre contre-culture et mouvement vert est au cœur de l'analyse. On peut citer entre bien d'autres *Counterculture Green*, *The Whole Earth Catalog and American Environmentalism* d'Andrew G. Kirk ou encore *Canadian Countercultures and the Environment* de Colin M. Coates. Ce dernier résume en quelques mots le lien entre contre-culture et environnementalisme : « it is interesting that a number of observers, including key contemporary figures, point to environmental consciousness as being one of the principal legacies of the counterculture » (8).³ Au Québec, un ouvrage sur ce sujet reste encore à faire.

Pour poser quelques pistes de réflexions sur cette question—soit de savoir comment la contre-culture a façonné la pensée écologique au Québec—j'aimerais suggérer dans cet article que cet héritage s'incarne dans les discours et mouvements environnementaux au Québec à travers l'idée, vaste et inclusive, d'une écosociété à bâtir. En d'autres mots, pour bien montrer l'interaction entre la contre-culture et les discours environnementaux, je propose de centrer mon analyse sur une idée largement développée par les principaux acteurs de la contre-culture, soit celle d'une société utopique à créer.

² Il faut quand même noter que le chapitre écrit par Warren porte sur le village global.

³ Coates cite en exemples plusieurs auteurs anglophones, tels Peter Coyote ("Sleeping Where I Fall", dans *The Counterculture Reader*, E.A. Swingrover (ed.), New York, Longman, 2004, p. 47), Christopher Gair (*The American Counterculture*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2007, p. 220) et Gretchen Lemke-Santangelo (*Daughters of Aquarius: Women of the Sixties Counterculture*, Lawrence, University Press of Kansas, 2009, p. 182).

Pourquoi me concentrer sur cette idée et ses ramifications futures? Parce qu'elle résume et synthétise une importante partie des idées et discours contre-culturels et montre comment la pensée environmentaliste s'inscrit dans son sillon. L'idée d'une société utopique et écologique peut être étudiée en synchronie comme en diachronie : en synchronie, elle permet de voir qu'un ensemble de sujets s'agglomèrent dans le même discours. En diachronie, on peut suivre son évolution jusqu'à aujourd'hui, alors que cette idée se retrouve encore dans les discours environnementaux contemporains. Ainsi, c'est du côté de l'histoire des idées que s'inscrit mon analyse :

L'histoire des idées englobe deux sortes de démarches, que je vois à la fois contraires et complémentaires, aussi légitimes l'une que l'autre : elle est aussi bien celle des évolutions et des devenirs – des diachronies – que celle de la description en coupe temporelle d'un état de choses, d'un état de la culture intellectuelle, l'étude de la coexistence d'« idées » mises en « discours », de « représentations » et de « croyances » en synchronie [...] (Angenot 1).

L'ensemble des discours qui s'épanouissent pendant les années 1970 ont contribué à faire basculer l'écologisme comme science vers l'écologisme (ou l'environnementalisme) comme discours politique et idéologique.⁴ Ce revirement commence à s'opérer dès lors que naissent différentes perceptions des relations entre les êtres humains et l'environnement qu'ils habitent. Ces discours s'éloignent de ceux qui ont constitué la *doxa* depuis l'industrialisation, c'est-à-dire présentant la nature comme bien foncier, objet à exploiter, décor ou référent symbolique (Isabel). La portée politique de ces discours se traduit par le sentiment de devoir protéger l'environnement, une position qui repose sur un ensemble de présupposés (images, métaphores, comme par exemple celle de la Terre-Mère ou de la terre comme vaisseau spatial) et dont découlent des attitudes, des sensibilités écologiques, des comportements et des actions concrètes et parfois militantes. Ainsi, l'époque de la contre-culture est le théâtre du basculement de l'écologisme (qui *peut*, dans l'usage du mot, être politique, mais qui peut tout aussi bien être strictement scientifique) vers l'environnementalisme, courant qui, de son côté, est généralement politique et revendicateur. C'est aussi ce qu'ont constaté Valérie Poirier et Stéphane Savard dans le dossier « Le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique ». Dès lors que la nature commence à acquérir un statut particulier plutôt que d'être une simple toile de fond, elle devient « un objet à part entière, qui façonne l'expérience humaine, oriente l'action des hommes et module les rapports sociaux et de pouvoir » (18). L'idéologie qui émerge de ce nouveau

⁴ On pourrait ajouter une dimension temporelle et une spatiale à l'usage de ces deux mots. L'écologisme scientifique telle que pratiqué par Pierre Dansereau dès les années 1950, par exemple, a été récupéré par des acteurs sociaux engagés dans les décennies suivantes, comme par exemple le sociologue Michel Jurdant. À partir de là, l'écologisme et ses déclinaisons, comme les mots « écologie » et « écologiste », commencent à évoquer une orientation politique, voire même des orientations politiques (au pluriel). Puis, dans les années 1990, le mot « environnementalisme » prend tranquillement le pas sur le mot « écologisme » au Québec. Par contre, en France, il me semble lire plus fréquemment, encore aujourd'hui, le mot « écologisme » lorsqu'il est question d'environnementalisme. C'est une hypothèse qui reste à vérifier, mais ce sont néanmoins là les lignes directrices qui me guideront dans l'utilisation de cette terminologie pour cet article : l'écologisme *peut* être politique, mais peut tout aussi bien être strictement scientifique, alors que l'environnementalisme est généralement politique et revendicateur.

statut, l'environnementalisme,⁵ est constituée d'un ensemble de discours sur la place de l'être humain dans son environnement (naturel ou construit) et aussi sur ses responsabilités envers ce dernier. Cette transformation du discours scientifique vers le discours politique ne s'effectue pas de façon nette et précise, mais plutôt de façon lente, en cohabitation avec divers usages des mêmes termes.

Pour explorer l'émergence de ces discours environnementalistes au Québec, ainsi que les éléments de ces discours qui prennent forme à l'époque contre-culturelle, je me suis laissée guidée par les questions suivantes : 1) *D'où vient la notion d'écosociété et comment s'est-elle développée dans les années 1970?* et 2) *Quels sont ses éléments constitutifs et que reste-t-il de ces idées dans les discours d'aujourd'hui au Québec?* Ainsi, j'argumenterai dans cette analyse que des discours qu'on qualifie aujourd'hui d'environnementalistes sont présents dès les premiers numéros de la revue *Mainmise*, organe principal de la contre-culture au Québec.⁶ Ce faisant, cette publication laisse dans son sillon des idées qui continueront de se développer jusqu'à aujourd'hui.

Je me propose de faire rapidement le tour de la pensée écologique au Québec dans les années 1970 pour ensuite me pencher sur la pensée écologique dans les premiers numéros du magazine *Mainmise*, et enfin, de suivre cette idée d'une société utopique à créer dans divers textes et essais de l'époque contre-culturelle jusqu'à aujourd'hui. On verra que l'un des principaux projets proposés par *Mainmise* dès ses tout débuts est la création d'une utopie basée sur des concepts environnementalistes, une idée qui sera reprise par des écologistes sous le nom d'« écosociété », par exemple par l'écologue Michel Jurdant (1933-1984), auteur de l'ouvrage *Les insolences d'un écologiste* (1976), et qui perdure encore aujourd'hui, par exemple à travers la maison d'édition Écosociété.

1970 : Une pensée écologique en plein développement au Québec

La pensée environnementaliste commence à apparaître au Québec, tout comme dans le reste de l'Amérique du Nord, d'abord à travers des mouvements de conservation au tournant du XXe siècle (Ingram; Poirier et Savard 20; Vaillancourt 1982a 4). Puis, avec le développement des sciences naturelles dans les années 1930 jusqu'aux années 1960 (Audet; Hébert) une pensée écologique, posée cette fois sur des assises scientifiques, se développe à travers des figures marquantes comme le frère Marie-Victorin et l'écologiste Pierre Dansereau. Les années 1970 marqueront quant à elles la naissance d'organisations militantes au Québec où les discours politiques prennent les devants sur les discours écologiques, entre autres autour des questions de pollution et d'énergie.

⁵ Il est nécessaire de rappeler ici que l'environnementalisme englobe une variété de sujets différents mais aussi de positions idéologiques variées. Ainsi, comme la plupart des idéologies, sinon toutes, celle-ci est multiple dans sa forme et ses expressions, de même que dans ses valeurs et priorités. On peut aussi parler de différents types d'environnementalisme, par exemple ordinaire, citoyen et radical (Blanc et Paddeu 2-3). On entendra ici « environnementalisme » comme idéologie dans son sens le plus large et inclusif, soit celui qui inclut les idées reliées à la sauvegarde des milieux naturels, à l'expérimentation de modes d'occupation alternatifs, à la transformation des modes de vie et de consommation et à l'émergence d'une sensibilité écologique.

⁶ Tous les numéros de *Mainmise* sont disponibles en version numérisée à cette adresse : <http://www.mainmise.ca/>.

Les travaux du sociologue Jean-Guy Vaillancourt demeurent encore des références importantes pour qui s'intéresse au développement de l'environnementalisme au Québec. Dans son article « Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises », Vaillancourt retrace l'histoire encore aujourd'hui peu étudiée des mouvements environnementaux de cette province. Les premières associations à voir le jour sont surtout anti-pollution (air, eaux et sols) et anti-nucléaire. Le premier règlement contre la pollution de l'air au Canada est voté à Montréal en 1872 (84). À partir de là, une lutte contre la pollution se développe au Québec tout au long du 20^e siècle, soutenue par des groupes citoyens. En 1966, un nouveau règlement, plus sévère, est voté à Montréal. Il entraînera la fermeture de 1800 incinérateurs (84).

Toutefois, comme l'explique Vaillancourt, « c'est surtout à partir des années 1968 qu'on passe d'un conservatisme très modéré et peu organisé à un environnementalisme réformateur porté par des groupes plus revendicateurs. » (84) Ainsi, 1970 marque le coup d'envoi. Cette année-là, la SVP (Société pour vaincre la pollution) et la STOP (Society to Overcome Pollution), l'Association Survivre et le Conseil québécois de l'environnement, pour ne donner que quelques exemples, sont mis sur pied. Il s'ensuivra la création de multiples autres associations, comme Sauvons Montréal en 1971, Espaces-Verts en 1971, les AmiEs de la Terre à Québec en 1974, le Regroupement québécois pour l'environnement en 1974 et bien d'autres encore. À partir de 1973, avec la crise du pétrole et les problèmes liés à la première centrale nucléaire du Québec,⁷ les questions énergétiques prendront l'avant-scène. De nouveaux groupes se forment autour de cet enjeu, comme par exemple le pour la surveillance nucléaire en 1975. En 1977, le mouvement anti-nucléaire s'intensifie avec l'annonce du gouvernement provincial d'un projet de création de 35 centrales nucléaires (Vaillancourt 1982a 87), un projet loin de faire l'unanimité et qui ne se réalisera jamais. C'est aussi l'année de la première manifestation anti-nucléaire au Québec. L'année suivante, en 1978, l'Alliance Tournesol est fondée. À cela s'ajoutent de nombreuses associations régionales et urbaines, de même que des comités citoyens qui se concentrent sur des enjeux particuliers, comme l'agriculture biologique et les transports.

Pour bien comprendre cette période d'effervescence, il importe de reconnaître que les groupes environnementaux qui se forment dans les années 1970 sont très hétérogènes. Un bel exemple de la variété des enjeux auxquels s'intéressent les environnementalistes, encore appelés « écologistes » à l'époque, se retrouve dans une série d'émissions de radio intitulées « L'écologie : espace de vie » diffusées par Radio-Canada en 1980. Les treize épisodes, qui portent sur le mouvement écologique québécois, offrent un aperçu des sujets inclus sous l'appellation « écologie » dans les années 1970 : communautés rurales, énergies douces, agriculture biologique, recyclage, coopératives alimentaires, entreprises communautaires, auto-construction et artisanat, alimentation naturelle, initiatives de sensibilisation et écosociété en sont quelques exemples.

⁷ Gentilly-1 qui entrera en opérations en 1970. Toutefois, de 1972 à 1974, une pénurie d'eau lourde cause et des problèmes techniques mènent à sa mise en arrêt en 1977. La construction de Gentilly-2 début en 1973.

Aux côtés des associations et comités qui commencent à occuper un certain espace médiatique se développent rapidement de nouveaux discours sur l'environnement. Comme le rapporte Coates dans *Canadian Countercultures and the Environment*, « [h]istorian Keith M. Woodhouse argues that a sudden shift occurred [in the US] after 1969, leading to the first Earth Day in 1970 » (10). Il ajoute qu'au Canada, « [p]erhaps because of its broad appeal, environmentalism quickly entered into popular culture » (10). Cette entrée assez brusque des discours environnementaux dans la sphère publique se fait notamment à travers des ouvrages qui se font les porte-paroles de ces idées. Ainsi, un certain nombre de publications à caractère écologique (en partie ou en totalité) voient le jour durant cette décennie. C'est le cas par exemple de la revue *Écologie-Québec* qui ne publiera qu'un seul numéro en 1970 (Vaillancourt 1981 84), de *Dossier pollution* publié aux Éditions du Jour en 1971 par Marcel Chaput et Tony Lesauteurs, puis, dans les années suivantes, d'un journal intitulé *Environnement* publié par la SVP. On pourrait aussi recenser plusieurs pamphlets contre certains projets environnementaux, comme *La Baie James, c'est grave, grave, grave* de la SVP ou encore *Tout ce que vous aimeriez ne pas savoir sur l'énergie nucléaire et qu'on ne voudrait pas vous dire non plus* en 1974, toujours du même groupe. Toutefois, ces publications restent plutôt marginales.

D'autres ouvrages dans les années 1970 se pencheront sur les questions environnementales. Outre ceux de Michel Jurdant et de Pierre Dansereau, j'argumenterai que la revue *Mainmise*, publié de 1970 à 1978, et le *Répertoire québécois des outils planétaires*, publié en 1976 par *Mainmise* en collaboration avec la maison d'édition française Flammarion, ont contribué au développement des discours environnementaux. D'hier à aujourd'hui, on reconnaît encore trop peu le rôle qu'ont joué les écrits de la contre-culture dans le développement de la pensée écologique au Québec.

Contre-culture québécoise et la « société nouvelle »

Fondée par Jean Basile, souvent appelé « le Pape de la Contre-culture » (Martin 13), la revue *Mainmise* est l'organe principal du mouvement contre-culturel au Québec. Les 78 numéros s'étalent de 1970 à 1978. La revue publie beaucoup de textes de l'*underground* américain en traduction. On y retrouve aussi des textes originaux d'auteurs québécois, des dessins, des photographies et plus encore. Le ton est souvent drôle, parfois vulgaire, presque toujours irrévérencieux et on y utilise volontiers le joul. On y traite de tous les sujets typiques associés à la contre-culture. Dès les premiers numéros, le projet de création d'une « société nouvelle », pour laquelle les auteurs adoptent l'orthographe « U.T.O.P.I.E. », est au cœur de *Mainmise*.

Ainsi, dès les débuts de *Mainmise*, les auteurs insistent sur le caractère écologique du projet. Respecter la planète fait non seulement partie intégrante de *Mainmise*; c'est une équivalence, comme le décrit Basile (sous le pseudonyme de Pénélope) dans le deuxième numéro de la revue, après avoir montré la première photo de la planète vue de l'espace : « Il est évident que le Québec est en danger. Mais le Canada est aussi en danger. Mais le monde entier est aussi en danger. Les hommes sont aussi en danger. La pollution est un danger. [...] Notre Vaisseau-Terre est en danger » (18-19). Il continue : « On nous a dit :

“Qu’est-ce que ça veut dire U.T.O.P.I.E.?” Nous avons répondu : “Nous n’aimons plus le système dans lequel on nous force de vivre. L’U.T.O.P.I.E. c’est le système que nous voulons pour demain” » (19). Au numéro suivant de la revue, dans la même chronique, « Et maintenant, Pénélope vous parle de MAINMISE », Basile affirme que travailler pour l’avancement de cette U.T.O.P.I.E., c’est être un Québécois écologique (200-201). La mission de *Mainmise*, ce sera de présenter une alternative à la société actuelle.

Cette alternative se décline en quelques options. Ces dernières sont décrites dans le deuxième numéro de la revue. Outre la démocratisation du système d’éducation, on suggère les communes, les nouveaux gitans et les nouveaux marins, qui sont des nomades sur terre ou sur l’eau, ou encore les Troglodytes, qui creusent des maisons secrètes sous la terre pour y habiter (77-83). Ces dernières suggestions, plutôt farfelues, tendent à renforcer l’idée que les communes, ces nouveaux villages, sont la solution concrète pour arriver à cette société utopique. Dans tous les cas, et c’est là-dessus que j’insiste, il s’agit de trouver de nouvelles manières d’habiter la planète, tant physiquement, en minimisant son empreinte écologique, que socialement, en créant des sociétés justes et pacifistes. L’option des communes, qui au Québec implique dans la grande majorité des cas un « retour à la terre », sera effectivement, sans grande surprise, la solution proposée pour créer une société écologique.

C’est dans cet esprit que la revue *Mainmise* se donne comme mission de fournir des moyens de créer cette société, décrivant notamment les étapes pour construire une commune. Cette dernière vise à « l’autonomie individuelle et qui passe par fabriquer soi-même ce dont on a besoin et apprendre des techniques de survie » (vol. 2 78). Or, comme les habitants de ces communes ont tôt fait de l’apprendre, l’autosuffisance promue dans ces milieux requiert de nombreuses compétences et un savoir à acquérir. De là l’idée d’une recette : « Nous sommes des millions sur notre Vaisseau-Terre à nous sentir impliqués dans la survie de la Planète. [...] *Mainmise* et toute la presse souterraine peut se définir comme un immense livre de recettes » (vol. 2 20), écrit Basile.

En plus de la revue, un autre « livre de recettes » sera créé et publié sous le titre de *Répertoire québécois des outils planétaires* en 1976. Cet ouvrage intrigant est directement inspiré de son équivalent américain, le *Whole Earth Catalog*.⁸ Basile décrit ce dernier comme « un inventaire de tous les outils imaginés par l’homme pour vivre sur le globe » (vol. 2 78-79; je souligne). C’est d’ailleurs en écrivant sur le *Whole Earth Catalog* dans les pages de *Mainmise* que Basile annonce la préparation d’une version québécoise, dont le premier (et le seul) tome sera publié quelques années plus tard, en 1976.

Tout comme son équivalent étatsunien, le *Répertoire* se veut informatif. Il fournit un mode d’emploi sur la façon d’établir une commune autosuffisante. Pour ce faire, il puise autant dans le *homesteading* que dans les manuels de survie. Sous la direction de Christian Allègre, Michel Bélair, Michel Chevrier, Georges Khal et Michel Saint-Germain, l’ouvrage a connu un très grand succès pour l’époque (Warren et Fortin 96). On y retrouve, outre des bibliographies critiques sur divers sujets, des manuels d’instruction pour construire une

⁸ Cet ouvrage fut le grand projet de Steward Brand, biologiste et figure marquante du mouvement contre-culturel américain. La première édition fut publiée en 1968. Le catalogue est encore aujourd’hui considéré comme le *magnum opus* de la contre-culture étatsunienne.

serre, un jardin ou un poulailler, pour conserver la nourriture, pour mieux vivre en société, etc. Si l'on s'attarde à la table des matières, il est clair que le savoir requis pour créer cette société utopique est d'abord et avant tout de nature écologique et correspond à ce qu'on appelle aujourd'hui le *green lifestyle* et qui correspond à un mode de vie visant à diminuer son empreinte écologique au quotidien. Le catalogue est notamment dédié à la Terre-Gaïa, mais aussi aux ruisseaux, à la sauge, aux moineaux, aux Pierre Dansereau, Michel Serres et Henry D. Thoreau de ce monde, au fleuve Saint-Laurent et beaucoup plus encore. Il se définit comme « un “vol à vue d'oiseau” sur un ensemble technique, mais dans l'optique de la SURVIE et l'AUTOSUFFISANCE, de l'AUTO-GESTION et de l'AUTODIDACTISME, mais au sens communautaire et non plus seulement individualiste. [...] Il s'agit de retrouver le contact avec les processus qui font et défont nos vies » (4). Les auteurs ajoutent :

Nous appartenons à notre milieu naturel [...]. Si nous ne parvenons pas à ressentir profondément et quasi-religieusement cette appartenance, ce serait éventuellement l'effondrement des cycles écologiques, dont la haute complexité ne tolère pas qu'on l'ignore. Comme le dit Pierre Dansereau, la loi qui soutient l'univers est une loi de coopération, d'aide mutuelle et d'amour. (4)

Enfin, les auteurs mentionnent que ce *Répertoire* puise à de multiples sources : amérindiennes, françaises, anglo-saxonnes, nord-américaines, européennes, orientales et même extra-terrestrielles (4). Je me permets d'ajouter une hypothèse, celle qu'une réédition et mise à jour de cet ouvrage jamais complété (les auteurs auraient aimé y ajouter plusieurs volumes), connaîtrait sans doute encore aujourd'hui un grand succès.

L'écosociété pour tous

Ainsi, l'écologie et la contre-culture ont été liées de près, sinon inséparables, dans les années 1970. Il est important de noter que l'écologie au Québec s'est bâtie sur l'idée que l'être humain fait partie intégrante du règne animal et est donc aussi un objet digne de l'attention de l'écologie. Pierre Dansereau, considéré comme le père de l'écologie au Québec, développe en effet une « écologie humaine », c'est-à-dire qu'il étend l'écologie à l'être humain et à son écosystème particulier, la ville. Ainsi, il n'est pas surprenant de retrouver chez la génération d'écologistes suivante des idées sociales au sein même des discours écologistes. En d'autres mots, les discours écologistes sont aussi sociaux dans les années 1960 et 1970.

C'est dans ce contexte que se doit se comprendre l'utopie prônée par *Mainmise*. C'est finalement un écosociologue, Michel Jurdant, qui semble avoir popularisé le terme « écosociété » dans les années 1970. Cette écosociété correspond dans ses grandes lignes à l'utopie dont rêvent les auteurs et collaborateurs de *Mainmise*. Le mot apparaît dans *Les insolences d'un écologiste* en 1976, un titre calqué sur le titre d'un autre essai publié en 1960, *Les insolences du frère Untel*, qui remettait en question certaines assises culturelles du Québec (langue, système d'éducation, etc.). L'ouvrage de Jurdant s'inscrit donc non pas tant dans les sciences écologiques, mais plutôt dans le courant contestataire des années 1970. En plus de publier plusieurs ouvrages, Jurdant fondera en 1978 une association, les

Ami-e-s de la terre, dont le manifeste de 1983 porte le titre *Pour une société autogestionnaire, antiproduktiviste, écologiste, autonome, libertaire et tiers-mondiste*. Cette définition correspond presque mot pour mot à la définition de la société nouvelle imaginée dans les pages de la revue *Mainmise*. Jurdant, comme les auteurs de *Mainmise*, prône le retour à la terre et à l'artisanat (62). Dans les *Insolences d'un écologiste*, il décrit ainsi l'écosociété rêvée :

À travers la socialisation de la nature, c'est l'édification d'une société écologique ou écosociété qu'il faut viser, une société où les hommes auront appris à consommer collectivement, une société où la nature et les outils seront au service de la collectivité [...], une société régulée selon les rythmes de la nature, une société à la technologie douce, une société décentralisée ayant réappris les valeurs du terroir, de la région, du quartier, une société où les valeurs immatérielles auront définitivement pris le pas sur les valeurs matérielles et, surtout, une société fondée sur le respect de la personne humaine. (91-92)

Les parallèles à faire entre cette définition d'une « société écologique ou écosociété » et celle de l'utopie des auteurs de *Mainmise* sont clairs : collectivisme, décentralisation, retour à la terre et aux régions, critique de la surconsommation, etc., tous des éléments qui, encore aujourd'hui, alimentent les réflexions environnementalistes.

En effet, dans les années 1980, des ouvrages prendront le relais de ces idées. Par exemple, Serge Mongeau publie en 1985 *La simplicité volontaire*. Cet ouvrage reprend les sujets identifiés plus tôt comme faisant partie de la contre-culture : (sur)consommation, alimentation, énergie, environnement et économie. Mongeau décrit la simplicité volontaire comme « une voie qui convient à ceux qui ont connu la surconsommation, ont pris conscience de ses effets et choisissent de retourner à l'essentiel. » (235) Qui plus est, il s'agit de « développer une relation au monde qui s'appuie sur les trois principes suivants : 1 – n'exploiter personne; 2 – ne pas s'approprier plus que nécessaire pour combler ses besoins; 3 – voir à ce que toutes ses actions et interventions se fassent dans le respect de la nature » (242). Ainsi, mettre fin aux inégalités sociales et arrêter la destruction de l'environnement en créant « un nouvel équilibre » (242) est au cœur de la démarche de simplicité volontaire prônée par Mongeau.

Qui plus est, des écovillages s'inscrivant dans le sillon des communes des années 1970 continuent de prendre forme dans les années 1980. C'est le cas par exemple de l'écovillage de Ham-Nord, la Cité écologique, fondé en 1984. Faisant partie de l'organisation internationale Global Ecovillage Network (GEN), il est encore aujourd'hui le plus important au Canada. D'ailleurs, à propos de cet écovillage et d'autres, la journaliste Isabelle Grégoire écrit dans la revue *L'Actualité* : « Le rêve des communes des années 1960 n'est pas mort : il se réincarne aujourd'hui en de multiples versions », citant en exemple l'écovillage de Ham-Nord, qu'elle appelle une « néocommune ».

L'expression « écosociété », quant à elle, est encore bien présente dans les discours contemporains. Elle est particulièrement vivante à travers la maison d'Éditions Écosociété. Créée par l'Institut pour une Écosociété en 1992, elle regroupe à ses débuts des individus issus de la période contre-culturelle. Reconnaissant l'ampleur des problèmes environnementaux, les instigateurs du projet proposent « l'avènement d'un nouveau modèle économique, politique, social et culturel. L'Institut se veut partie

prenante des grands courants sociaux qui combattent le productivisme, la surconsommation, les pouvoirs hiérarchiques et de domination » (Éditions Écosociété). Son but premier est d'informer les débats sociaux. Pour y arriver, l'Institut fonde la maison d'édition Écosociété pour explorer et diffuser des idées sur des thèmes aussi variées que les luttes altermondialistes, l'économie, l'écologie et l'environnementalisme, les défis de la vie urbaine et rurale, la pensée féministe, les questions autochtones et bien d'autres encore. La maison elle-même fonctionne telle une coopérative d'employés, en autogestion. Plus de 100 titres ont été publiés à ce jour et la maison occupe aujourd'hui une place de choix dans le milieu éditorial québécois. Parmi les titres offerts, plusieurs continuent de cultiver le discours écologique tel que le faisait *Mainmise* avec son projet utopique. Par exemple, Serge Mongeau, l'un des fondateurs de l'Institut, aux côtés notamment de Dimitri Roussopoulos, y fait paraître en 1998 une nouvelle version de son livre *Pour une simplicité volontaire, plus que jamais*. La maison d'édition publie surtout des essais originaux, mais aussi des traductions d'essais importants sur l'environnementalisme dans toutes ses déclinaisons, ainsi que des guides pratiques comme le très populaire ouvrage de Jean-Martin Fortier : *Le jardinier-maraîcher*, qui explique comment exploiter, de A à Z, une ferme biologique. Vendu à plus de 100 000 exemplaires, l'ouvrage, publié pour la première fois en 2012, a aussi été traduit en anglais, allemand, polonais, néerlandais, italien, coréen et croate et réédité en 2016.

Les parallèles entre la société utopique imaginée dans *Mainmise* et l'écosociété imaginée aujourd'hui laissent peu de doute sur la continuité de cette idée dans le temps, comme en témoigne l'extrait suivant : « À Sherbrooke, les animateurs de La Ruche, une coopérative d'alimentation naturelle, participent à la création d'un centre de documentation sur les pratiques alternatives dans le domaine des médecines douces, de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables [...] » (Warren et Fortin 10). L'initiative décrite dans ces lignes pourrait très bien s'imaginer aujourd'hui, en 2019, même si elle date plutôt des années 1970. En revanche, il aurait été impossible d'imaginer un tel scénario 50 ans plus tôt, soit en 1920. Les exemples de projets tels des coopératives d'alimentation, l'agriculture biologique et les énergies renouvelables sont fréquents dans la contre-culture et ils sont mis en scène dès les premiers numéros de *Mainmise*. Ainsi, le deuxième numéro de la revue s'ouvre sur ces affirmations : « L'auteur de cet article est un végétarien convaincu. Il vit présentement sur une ferme. Il possède des abeilles, une chèvre et cultive un jardin où l'on ne trouvera nulle trace d'engrais chimique » (Vanier 148).

Ces lignes résonnent avec de nombreuses tendances qu'on observe actuellement dans la société québécoise—alimentation locale, agriculture bio et végétarisme. À Montréal, des ruches sont installées jusque sur les toits des écoles. Les jardins communautaires sont tellement populaires que les listes d'attente s'étalent sur plusieurs années. Les écoquartiers sont bien vivants et actifs dans la métropole, alors que les initiatives écologiques sont partout présentes. Non seulement ces discours, nés dans la contre-culture, sont-ils encore vivants en 2019; ils sont dans l'air du temps. Ils sont la culture d'aujourd'hui.

Ainsi, d'un point de vue politique, je ne crois pas qu'on puisse dire que l'héritage de la contre-culture soit « mince ». Les coopératives ont le vent dans les voiles. L'agriculture biologique aussi, de même que les appels au ralentissement de la consommation, notamment à travers des mouvements comme le *slow fashion*, la consommation locale, le mouvement zéro déchet et le *do it yourself*. Ces éléments sont tous constitutifs des discours environnementaux contemporains, lesquels n'ont jamais occupés autant d'espace public qu'aujourd'hui. Et pour quiconque désire faire la genèse des discours environnementaux au Québec, la période contre-culturelle demeure riche mais surtout incontournable, et ce dès ses débuts.

Article reçu 18 Février 2019

Article lu et accepté pour publication 3 Octobre 2019

Oeuvres citées

- Allègre, Christian et al., directeur. *Répertoire québécois des outils planétaires*. Mainmise/Flammarion, 1976.
- Angenot, Marc. « L'esprit du temps et coupe synchronique : la théorie du discours social », *Corela. Cognition, représentation, langage*, HS-19, 2016, pp. 1-18.
- Audet, René. « Marie-Victorin, environnementaliste. » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 2, hiver 2015, pp. 32-47.
- Basile, Jean. « Et maintenant, Pénélope vous parle de MAINMISE », *Mainmise*, no. 2, 1970.
- Blanc, Nathalie et Flaminia Paddeu, « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit », *EspacesTemps.net*, Association Espaces Temps.net, disponible au halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02185381/document. Consulté le 13 septembre 2019.
- Boucher, Denis, réalisateur. *L'écologie : espace de vie*. Interviews par André Delisle et animation par Renée Hudon. Société Radio-Canada, 1980.
- Chaput, Marcel et Tony Lesauteurs. *Dossier pollution*, Éditions du Jour, 1971.
- Dansereau, Pierre. *Biogeography. An Ecological Perspective*. The Ronald Press Company, 1957.
- Éditions Écosociété. « Institut pour une écosociété. » Éditions Écosociété, ecosociete.org. Disponible en ligne au ecosociete.org/a-propos/institut. Consulté le 2 février 2019.
- Grégoire, Isabelle. « Faire bande à part », *L'Actualité*, 6 février 2019, disponible au lactualite.com/art-de-vivre/faire-bande-a-part/. Consulté le 13 septembre 2019.
- Hébert, Yves. *Pour une histoire de l'écologie au Québec. Les regards sur la nature des origines à nos jours*. Les Éditions GID, 2006.
- Ingram, Darcy. « Nature's improvement: wildlife, conservation and conflict in Quebec, 1850-1914. » Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université McGill, 2007.
- Jurdant, Michel. *Les insolences d'un écologiste*, Boréal, 1976.
- Kirk, Andrew G. *Counterculture Green. The Whole Earth Catalog and American Environmentalism*. University Press of Kansas, 2007.

- Isabel, Mariève. « Les représentations de la nature dans la littérature québécoise 1840-1940. » Mémoire de maîtrise, Département de langue et littérature françaises, Université McGill, 2009.
- Lamy, Jonathan. « La charge éponyme de la contre-culture. » *Liberté*, no 299, printemps 2013, pp. 10-12.
- Larose, Karim et Frédéric Rondeau, directeur. *La contre-culture au Québec*. Presses universitaires de l'Université de Montréal, 2016.
- « Les communes. » Reportage de Radio-Canada, 8 juin 2010. Disponible en ligne au : ici.radiocanada.ca/emissions/tout_le_monde_en_parlait/2010/reportage.asp?idDoc=112586. Consulté le 15 février 2019.
- Les Ami-e-s de la terre de Québec. *Manifeste écologiste pour une société autogestionnaire, antiproduktiviste, écologiste, autonome, libertaire, tiers-mondiste*. Éditions Mains Nues, 1983.
- Martin, Raymond. « Interview de Jean Basile. » *Moebius: écritures/littératures*, no. 39, 1989, pp. 5-27.
- Mongeau, Serge. *La simplicité volontaire, plus que jamais*. Éditions Écosociété, 1998.
- Poirier, Valérie et Stéphane Savard. « Présentation : Le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique. » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 2, hiver 2015, pp. 15-30.
- Société pour vaincre la pollution (SVP). *La Baie James, c'est grave, grave, grave*. Éditions québécoises, 1972.
- SVP. *Tout ce que vous aimeriez ne pas savoir sur l'énergie nucléaire et qu'on ne voudrait pas vous dire non plus*, SVP, 1974.
- « Université et alternatives », *Mainmise*, no. 2, 1970, pp. 61-83.
- Vaillancourt, Jean-Guy. « Le mouvement écologiste québécois des années '80. » *Changer de société. Déclin du nationalisme, crise culturelle. Alternatives sociales au Québec*. Directeurs Serge Proulx et Pierre Vallières, Éditions Québec-Amérique, 1982, pp. 3-19.
- . *Mouvement écologiste, énergie et environnement. Essais d'écosociologie*, Les Éditions coopératives Albert-Saint-Martin, 1982.
- Vaillancourt, Jean-Guy. « Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises. » *Sociologie et Sociétés*, vol. 13, no. 1, avril 1981, pp. 81-98.
- Vanier, Denis. « La viande et ses effets biochimiques. » *Mainmise*, vol. 2, 1971, pp. 148-152.
- Warren, Jean-Philippe et Karim Larose. « Terra Incognita. » *Liberté*, no. 299, printemps 2013, pp. 14-18.
- Warren, Jean-Philippe et Andrée Fortin. *Pratiques et discours de la contreculture au Québec*. Éditions du Septentrion, 2015.